



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes 25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 10/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROCTER ET GAMBLE BLOIS

126 avenue de Vendôme
41000 Blois

Références : VAT20260101

Code AIOT : 0010004219

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement PROCTER ET GAMBLE BLOIS implanté 126, Avenue de Vendôme 41000 Blois. L'inspection a été annoncée le 09/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROCTER ET GAMBLE BLOIS
- 126, Avenue de Vendôme 41000 Blois
- Code AIOT : 0010004219
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'usine PROCTER ET GAMBLE de Blois est spécialisée dans la fabrication de shampoings, après-shampoings et gels douche pour le marché grand public. Elle emploie environ 390 personnes, et se situe au Nord de la zone industrielle de Blois, à environ 1,5 km au Nord-Ouest du centre ville de Blois. Elle relève du statut SEVESO Seuil Haut (utilisation de produits dangereux pour l'environnement aquatique).

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Maintenance
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Contrôle des opérations de maintenance – Moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 29/05/2013, article 7.7.3.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Fuite du réseau sprinkler	Code de l'environnement du 29/05/2013, article R512-69	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Contrôle des opérations de maintenance - Système d'extinction automatique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
9	Maintien en bon état de portes coupe-feu et alarme incendie	Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 7.7.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
2	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
3	Stratégie de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	(au niveau macro)		
4	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
8	Détecteur encrassé/absence de levée de doutes	Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 7.7.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 1. Gouvernance de la maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les opérations de maintenance réalisées sur le site de Procter et Gamble de BLois sont coordonnées par le responsable maintenance et utilités du site, qui reporte à la direction technique et projets du site.</p> <p>L'exploitant a délégué la coordination des opérations de maintenance à un prestataire. Plusieurs entreprises de sous-traitance réalisent des opérations de maintenance.</p> <p>L'exploitant a une réunion mensuelle avec son prestataire sur les opérations de maintenance.</p> <p>Certains éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des</p>

"informations confidentielles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 2. Moyens alloués (Budget et ressources humaines)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le site de P&G définit un budget pour la maintenance préventive et un budget d'investissement pour les projets et équipements à mettre à niveau. • L'exploitant indique que le budget lié à la maintenance est stable depuis plusieurs années mais doit néanmoins être optimisé compte tenu de l'inflation. • Le responsable maintenance indique qu'ils n'attendent pas la durée de vie limite de l'équipement, pour éviter d'avoir des équipements vieillissants. Néanmoins il a l'objectif de s'approcher le plus possible de la durée de vie de l'équipement sur la base d'un compteur horaire. • L'équipe maintenance repose sur un chef d'équipe et 6 techniciens pour suivre les équipes en production. • Le directeur technique indique disposer d'une marge en terme d'investissement, ce qui lui permet d'allouer les ressources pour la maintenance préventive et corrective. • Les priorités de maintenance sont catégorisées en fonction de la criticité de l'équipement pour la sécurité, la qualité et la performance de la production selon 4 niveaux : critique, important, mineur et dépriorisé. <p>L'inspection rappelle que les activités de maintenance ayant un impact significatif sur la sécurité doivent être prioritaires dans l'allocation des ressources.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Actions nationales 2026, 3. Modalités de coordination avec les entreprises extérieures

Prescription contrôlée :

Art. 54 de l'AM du 4 octobre 2010 :

Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure : [...]

- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées. [...]

Art. 7.4.6.1. de l'AP du 29 mai 2013

[...]

A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, [...]

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée. [...]

Constats :

La maintenance des barrières de sécurité est assurée par des entreprises extérieures. Le responsable HSE du site de Blois est désigné comme référent pour faire le lien avec les entreprises extérieures. La coordination de la maintenance (restauration, propreté, maintenance des «équipements de lutte incendie, coordonne la venue des sous-traitants) est assurée la société SODEXO.

Plusieurs entreprises extérieures sont mandatées pour la maintenance des moyens de lutte incendie (les détecteurs incendie et gaz, le système d'extinction automatique, les exutoires, les RIA et les extincteurs)

- L'exploitant forme les sous-traitants aux risques du site via un module de 30 minutes, le plan de

prévention commun et le permis de travail.

- L'exploitant vérifie les habilitations pour s'assurer du niveau de compétence des sous-traitants.
- L'exploitant indique que le plan de prévention prévoit une analyse des risques et que les sous-traitants sont questionnés sur les points relatifs à la sécurité mais ce questionnaire reste général.
- Le permis de travail est signé par le technicien de maintenance, le responsable technique et le responsable de la zone pour vérifier qu'il n'y pas de risques liés à une coactivité. Ce plan est valable un an. L'exploitant ne vérifie pas le travail des sous-traitants. Il assure néanmoins des tours à une fréquence journalière des travaux de maintenance pour contrôler le respect des permis de travail et indique être vigilant vis à vis des personnes ayant moins la culture sécurité.

Contrôle par sondage du technicien de la société DESAUTEL ayant assuré la maintenance des portes coupe-feu, entre autres du bâtiment S64, du 22 au 24 décembre 2025 :

- suivi du module de formation aux risques du site le 22 décembre 2025,
- le permis de travail est daté et signé par les deux techniciens de la société DESAUTEL, la société SODEXO et le responsable de la zone : le technicien s'est rendu au bureau de la maintenance en début et fin d'intervention pour clôturer son opération de maintenance. La fin de l'intervention n'est pas tracée sur le permis de travail.
- le stockage de produits chimiques n'est pas coché sur le permis de travail alors que le technicien intervient dans l'entrepôt S64, où sont stockés des produits chimiques.

Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'une réception est réalisée, à l'issue des travaux, pour vérifier leur bonne exécution. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que l'exploitant vérifie que la fonction de sécurité assurée par les portes coupe-feu est intégralement restaurée après la fin des travaux. L'exploitant doit renforcer la surveillance des sociétés effectuant la maintenance des équipements de sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Actions nationales 2026, 4. Planification des opérations de maintenance

Prescription contrôlée :

Arrêté du 4 octobre 2010

Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Art 54 - Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.

[...] B - L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

Constats :

- L'exploitant formalise le programme de maintenance préventive pour les équipements en production sur SAP et les moyens de lutte incendie sur un tableur.
- La coordination et le contrôle de la périodicité des vérifications périodiques des moyens de lutte incendie est assurée par la société SODEXO avec le logiciel MAXIMO, auquel l'exploitant n'a pas accès. SODEXO transmet à Procter & Gamble des rapports à cet effet. Le responsable HSE réalise un point mensuel avec la société SODEXO sur les opérations de maintenance.
- L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la prise en compte des notices fabricants pour la mise en oeuvre et la périodicité des opérations de maintenance (voir points de contrôle relatifs à la maintenance des portes coupe-feu et du système d'extinction automatique).
- Interrogé sur une éventuelle phase de retour d'expérience des défauts/pannes, l'exploitant indique consulter les axes d'amélioration dans les rapports de vérification périodique et prioriser les actions issues de ces recommandations. L'exploitant n'a pas prévu dans son organisation de phase de retour d'expérience afin de vérifier les taux de fiabilité et adapter la maintenance préventive.
- L'exploitant indique que les opérations de maintenance sont priorisées en fonction de leur criticité évaluée selon des critères du groupe portant sur la sécurité, la qualité et la production.

L'exploitant pourrait utilement prévoir une phase de retour d'expérience (consignation et analyse des pannes) afin de vérifier les taux de fiabilité et adapter la maintenance préventive.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle des opérations de maintenance – Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2013, article 7.7.3.

Thème(s) : Actions nationales 2026, 7. Contrôle des opérations de maintenance (organisation mise en place)

Prescription contrôlée :

Art 7.7.3 de l'AP du 29 mai 2013

[...] Les robinets d'incendie armés, les extincteurs, le cas échéant le système d'extinction automatique, les asservissements des portes coupe-feu, la détection automatique d'incendie font l'objet d'une vérification périodique et d'une maintenance.

Art 7.7.2 de l'AP du 29 mai 2013 Entretien Des Moyens D'intervention

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Art 54 - Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.

[...] B - L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

Art. 7.4.6.1. de l'AP du 29 mai 2013

[...]

A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution,[...]

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée. [...]

Constats :

Contrôle par sondage de la maintenance des portes coupe-feu du magasin s64, mesure de maîtrise des risques relative au scénario n°1-2, incendie généralisé du bâtiment s64 dans l'EDD 2024 :

- L'exploitant assure une maintenance annuelle des portes coupe-feu.
- L'exploitant n'est pas en mesure de justifier si cette périodicité de contrôle correspond à celle définie dans la notice du constructeur. Il mentionne que cette fréquence de maintenance est réglementaire. Néanmoins cette fréquence n'est pas définie dans l'arrêté préfectoral du 29 mai 2013.

L'inspection contrôle par sondage la vérification périodique des portes coupe-feu 39, 40, 41 et 42 dans les deux derniers rapports de vérification périodique, n°04104689-001 de la société DESAUTEL du 22 au 24 décembre 2025 [1] et n° 0041732183 de la société KONE du 21 au 26 mars

<p>2024 [2].</p> <p>Le rapport 2025 [1] mentionne que les portes coupe-feu 39 à 42 sont conformes.</p> <p>Le rapport 2024 [2] ne mentionne ni les résultats de la vérification périodique ni la conformité des portes coupe-feu 39 à 42.</p> <p>L'inspection contrôle par sondage le livret d'entretien des portes coupe-feu n°39 et 40 de la société KONE, dans lesquels la dernière vérification périodique date de 2023. Par ailleurs, le contrôle périodique des portes coupe-feu a eu lieu plus d'un an après la vérification périodique de 2025.</p> <p>L'exploitant ne vérifie pas que l'opération de maintenance a été correctement réalisée. L'exploitant doit pouvoir justifier que la porte coupe-feu est opérationnelle en fin d'intervention. Il vérifie que les rapports de contrôle sont bien transmis par les sociétés de maintenance.</p> <p>Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que l'opération de maintenance des portes coupe-feu est correctement réalisé à l'issue de l'intervention. L'exploitant ne définit pas de fréquence de vérification périodique des portes coupe-feu en fonction de la notice fabricant. L'exploitant doit justifier que le contrôle périodique de 2024 a bien eu lieu du 21 au 26 mars 2024. L'exploitant doit s'assurer du respect de la fréquence de maintenance des portes coupe-feu.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Fuite du réseau sprinkler

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/05/2013, article R512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Fuite du réseau sprinkler</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 7.7.2 de l'AP du 29 mai 2013 Entretien Des Moyens D'intervention Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>Article R512-69 du code l'environnement L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des</p>

éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

En 2025, le réseau d'extinction automatique a fait l'objet de deux fuites, en janvier et en août. L'exploitant n'a pas prévenu l'inspection des installations classées de l'incident du mois d'août 2025 et n'a pas transmis de fiche BARPI. A noter que le code de l'environnement prévoit la téléclaration des incidents depuis le 1er janvier 2026.

La fuite du 10 janvier 2025 a été détectée sur le bitume proche de la vanne de sectionnement (VS) 34 sur la jonction vers le poteau incendie Q. L'exploitant a également détecté une fuite au pied de la VS27 au niveau de la zone inflammable. Le réseau d'extinction automatique a été isolé entre les vannes de sectionnement VS3 et VS 26, couvrant une grande partie du site. De ce fait, 6 poteaux incendie étaient condamnés. L'exploitant a sollicité le SDIS pour mettre en oeuvre des mesures compensatoires le temps de la réparation. L'exploitant a réparé la jonction vers les poteaux incendie Q et P et les poteaux incendie Q et P.

La fuite du 11 août 2025 à proximité de la façade Nord du magasin 2 a été détectée suite à une baisse de pression dans le réseau d'extinction automatique. L'exploitant a fermé les vannes en amont et en aval de cette fuite, isolant ainsi les poteaux incendie J,K et M. Trois zones n'étaient plus couvertes par le réseau incendie : la salle 50 (stockage d'équipement / matériels pour les projets), la ligne 7 et une partie du magasin 2.

L'exploitant a identifié un trou dans la tuyauterie à l'origine de la fuite et suppose que la fuite serait liée à un caillou.

La cause de la fuite du 10 janvier 2025 n'est pas connue. L'exploitant indique qu'une grande partie du réseau date des années 70 et a identifié les parties du réseau les plus anciennes.

Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la cause à l'origine de la fuite sur le réseau sprinkler de janvier 2025. L'exploitant doit proposer un plan d'actions pour identifier et remplacer les portions vieillissantes du réseau d'extinction automatique tout en priorisant les portions les plus critiques en fonction des scénarios d'accident majeurs de l'étude dangers. L'exploitant n'a pas prévenu l'inspection de la fuite du réseau sprinkler en août 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Contrôle des opérations de maintenance - Système d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Actions nationales 2026, 7. Contrôle des opérations de maintenance (organisation mise en place)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art 54 - Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques. [...] B - L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. »</p> <p>Art 7.7.2 de l'AP du 29 mai 2013 Entretien Des Moyens D'intervention Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Art 7.7.3 de l'AP du 29 mai 2013 [...] Les robinets d'incendie armés, les extincteurs, le cas échéant le système d'extinction automatique, les asservissements des portes coupe-feu, la détection automatique d'incendie font l'objet d'une vérification périodique et d'une maintenance.</p> <p>Constats :</p> <p>Contrôle par sondage de la maintenance du système d'extinction automatique, mesure de maîtrise des risques associée au scénario n°1-2, incendie généralisé du bâtiment dans l'EDD 2024 : - l'exploitant assure une maintenance triennale du système d'extinction automatique. Des inspections ont lieu chaque année pour couvrir l'ensemble du réseau sur 3 ans. - L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la périodicité de contrôle selon la notice du constructeur. - L'inspection contrôle par sondage les deux derniers rapports de vérification périodique de la société UXELLO du 5 novembre 2025 Ref. SV/25.165 [1], du 7 octobre 2024 Ref HZ/24094 [2]. Le rapport 2025 [1] mentionne que les clapets des postes 1 et 2 sont hors service (travaux effectués le 28 janvier 2026) et que les manomètres des postes 17, 18 et 19 doivent être remplacés</p>

(travaux prévus le 24 mars 2026).

Ces travaux sont mentionnés dans le plan d'action lors de la réunion journalière mais ce n'est pas formalisé.

Le rapport 2024 [2] mentionne que la vanne de barrage du poste 9/10 doit être remplacée.

Constat : L'exploitant ne définit pas de fréquence de vérification périodique en fonction de la notice fabricant. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées ne sont pas inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Détecteur encrassé/absence de levée de doutes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 7.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Détecteur encrassé/absence de levée de doutes

Prescription contrôlée :

Art 7.7.2 de l'AP du 29 mai 2013 Entretien Des Moyens D'intervention

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

Constats :

Le SDIS est intervenu sur le site le dimanche 18 mai 2025 suite à un déclenchement d'un détecteur incendie situé dans le bâtiment S52 (façades est et ouest ouvertes). Il s'agit d'un déclenchement intempestif lié à l'encrassement du détecteur en raison des pigeons.

D'après l'exploitant, le gardien aurait assuré la levée de doutes et appelé les pompiers en leur indiquant la zone (stockage inflammable) et l'absence d'évènements. Les pompiers seraient intervenus pour s'assurer de l'absence d'évènements.

Lors de la visite terrain du 18 mars 2025 : l'inspection constate la présence d'un nouveau détecteur dans le bâtiment S52 et la présence de dispositifs pour éviter la présence de pigeons et ainsi l'encrassement de détecteur.

L'exploitant pourrait utilement revoir la communication avec le SDIS et la formation du gardien sur les risques de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Maintien en bon état de portes coupe-feu et alarme incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Test des portes coupe-feu dans le bâtiment S64
Prescription contrôlée : Art 7.7.2 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2013 Entretien Des Moyens D'intervention Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Etude de dangers v4 du 24 juin 2022 4.3.3.1 Détection et alarme incendie Les différentes salles du site où il existe un risque d'incendie significatif (présence de liquides inflammables ou de quantités importantes de matières combustibles) sont équipées de systèmes de détection incendie créant une alarme sonore locale et reportée dans la salle de contrôle du site. Chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2013 Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : Les murs coupe-feu du bâtiment S64 sont retenus comme mesure de maîtrise des risques dans l'EDD v4 de juin 2022 pour limiter le rayonnement thermique pendant une durée de 2 heures. Ce bâtiment stocke des produits utilisés pour la fabrication des shampoings. Il est équipé de quatre portes coupe-feu, n°39, 40, 41 et 42. Lors de la visite de terrain du 18 mars 2026, l'inspection contrôle par sondage le bon fonctionnement des portes coupe-feu du bâtiment S64 dans la zone inflammable. Un espace libre est prévu autour des portes pour éviter la présence de matériel pouvant entraver la fermeture des portes. Des plaques métalliques sont positionnées à l'intérieur du bâtiment pour protéger les rails de manoeuvre des portes coupe-feu. - l'exploitant simule un départ de feu au niveau du détecteur de fumées situé dans l'allée correspondant à la porte coupe-feu n°39 à 14h25. - l'alarme est déclenchée immédiatement au poste de garde avec l'indication du bâtiment et de l'allée correspondante au détecteur, - l'inspection constate : <ul style="list-style-type: none">• l'absence d'alarme sonore et visuelle au niveau du bâtiment S64.• l'ouverture des porte coupe-feu n°39, 40 et 41. La porte coupe-feu n°42 reste fermée. Le rail de manoeuvre de la porte n°42 est dévié. Constat : La porte coupe-feu n°42 n'est pas maintenue en bon état. La détection incendie du bâtiment S64 n'actionne pas d'alarme sonore locale. L'exploitant pourrait utilement vérifier régulièrement le bon fonctionnement des fermetures coupe-feu par simulation d'une détection incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois